

---

## Activités de tatouage

---

**SNAT** <tatouagesnat@gmail.com>

1 novembre 2020 à 21:10

Répondre à : [contact@snat.info](mailto:contact@snat.info)

À : [sec.ministre.travail@cab.travail.gouv.fr](mailto:sec.ministre.travail@cab.travail.gouv.fr), [sec.dircab.travail@cab.travail.gouv.fr](mailto:sec.dircab.travail@cab.travail.gouv.fr),

Madame la Ministre,  
Monsieur le Directeur de Cabinet,  
Madame la Conseillère de la Ministre,

Après avoir repris contact avec les Ministres de la Santé et de l'Economie, et dans la continuité de nos précédents messages et courriers adressés à votre attention en avril et mai derniers, nous souhaitons également vous faire part de la grande confusion dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Comme vous le savez, les activités de tatouage ont repris après le 11 mai, en s'appuyant notamment sur le protocole sanitaire que nous avons alors porté à votre connaissance et à celle du Premier Ministre ainsi que des Ministres de la Santé (protocole relu par la DGS), de l'Economie, et de l'Intérieur.

Le Directeur du Cabinet du Premier Ministre, puis M. Alban GALLAND, Sous-Directeur du Commerce, de l'Artisanat et de la Restauration, avait d'ailleurs salué ces démarches et la reprise des activités des artistes tatoueurs (Cf. courriers ci-joints).

À l'instar de tous les secteurs d'activités de services personnels et/ou artistiques, et avec une rigueur qui caractérise leurs pratiques, les tatoueurs ont appliqué ces précautions renforcées tout en devant faire face à des difficultés économiques consécutives au confinement et souvent à une baisse de leur clientèle.

Bien qu'extrêmement navrés de faire de nouveau l'objet d'une fermeture administrative, conformément au décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, nous avons largement informé la profession de cette restriction imposée pour une durée indéterminée.

Si les réactions ont été globalement positives et compréhensives lors du confinement du printemps, force est de constater qu'aujourd'hui non seulement les professionnels du tatouage, mais plus largement tous ceux des activités de "services personnels", sont nombreux à exprimer une large incompréhension.

En effet, le fait d'empêcher ces contacts physiques, certes "non essentiels" mais pourtant exemplaires en termes de sécurité sanitaire lorsqu'ils sont réalisés dans un cadre professionnel, pousse de nombreux clients à se tourner vers des pratiques clandestines, ce que nous dénoncions déjà en mars dernier, et qui constitue toujours un véritable fléau à la fois sanitaire et économique. La multiplication de ces pratiques réduit grandement les probabilités déjà faibles de contrôle et de sanction.

Désormais, il apparaît que même de nombreux professionnels expriment la volonté de maintenir leur activité sous d'autant de formes non autorisées : Ouverture au public malgré l'interdiction, exercice en local privé, voire déplacement au domicile des clients (ce qui est déjà interdit en temps normal). Ces expressions de refus des règles semblent symptomatiques de tous les secteurs qui vivent de petites entreprises et de travailleurs indépendants.

Comme au printemps, les ARS renvoient les tatoueurs qui les sollicitent vers notre syndicat : Plus grave, certaines ARS ont même laissé croire à des professionnels que notre syndicat pouvait obtenir une dérogation auprès du Ministre de la Santé !

Les nouvelles restrictions ne font ainsi que contribuer à la propagation d'une épidémie qu'on déclare vouloir freiner, et laissent les professionnels dans la plus grande détresse, face à une concurrence déloyale démesurée.

Il apparaît urgent, non seulement pour nos membres, mais pour plus de 15 000 professionnels et 12 millions de personnes tatouées en France, de pouvoir relayer une information fiable et sereine pour les semaines et les mois à venir.

Le protocole sur lequel s'appuyaient les professionnels jusqu'ici peut être évidemment renforcé, dans la mesure

où beaucoup de tatoueurs prenaient déjà l'initiative d'appliquer des mesures complémentaires à celles préconisées par notre protocole, notamment : Accueil exclusif des clients ayant un rendez-vous, et limitation à un client par jour.

Après avoir notamment travaillé avec la DGS sur la réglementation française depuis 2008, sur la norme européenne depuis 2015, et avoir été auditionnés par le Haut Conseil de la Santé Publique en 2019, nous vous demandons de bien vouloir répondre à notre sollicitation, afin de faire suite à ces avancées constructives, nous aider à informer le public au mieux et anticiper la reprise professionnelle et sécurisée des activités de tatouage dès que ce sera possible.

Souhaitant vivement trouver un écho favorable,

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Directeur de Cabinet, Madame la Conseillère de la Ministre, l'assurance de nos meilleures salutations.

Karine "Grenouille" Laroque, secrétaire du S.N.A.T.

Syndicat National des Artistes Tatoueurs et des professionnels du tatouage (depuis 2003)

---

## 2 pièces jointes



**20200513\_1erMinistre\_reponse.jpg**  
250K



**20200811\_MinistereEco\_reponse\_.jpg**  
166K